

Déclaration écrite du ministre des Finances du Liban Assemblée annuelle de la BERD – Riga, 5-7 juin 2026

Le Liban est une nouvelle fois mis à l'épreuve, cette fois dans un contexte marqué à la fois par un conflit régional dévastateur et de grande ampleur, une profonde fragilité économique et de graves pressions humanitaires, avec plus d'un million de personnes déplacées et d'importantes destructions dans plusieurs régions du pays. Le Liban s'est retrouvé à devoir supporter sur son territoire une part disproportionnée des conséquences de ce conflit, avec des coûts humains et économiques catastrophiques. Ce constat met en évidence la nécessité d'une mobilisation collective accrue, notamment de la part des pays européens et des partenaires internationaux entretenant de longue date des liens avec le Liban.

Dans ces circonstances exceptionnellement difficiles, nos priorités demeurent claires : préserver la stabilité macroéconomique, maintenir les capacités institutionnelles en période de crise et préparer les conditions de la reprise ainsi que les réformes à mettre en œuvre une fois que les hostilités auront cessé.

Pour le Liban, la voie du redressement et des réformes ne peut être dissociée d'un besoin urgent de sécurité et de stabilité pérenne. Plus que tout, le Liban a besoin que les hostilités cessent et qu'une stabilité durable soit rétablie, et non de cessez-le-feu précaires, insuffisants pour garantir cette stabilité à long terme. La poursuite du conflit entraîne des coûts humains, sociaux et économiques considérables, tout en retardant davantage le redressement et en aggravant les pressions qui pèsent sur des institutions et des finances publiques déjà soumises à de fortes contraintes.

Les risques macroéconomiques demeurent très importants. La contraction économique, la forte inflation, le recul de l'activité touristique, les perturbations au niveau de l'approvisionnement, la hausse des prix des carburants et des importations ainsi que la diminution des transferts de fonds accentuent les tensions sur la liquidité en devises et la balance des paiements. L'économie a également été fortement affectée par les destructions dans le sud du pays et le déplacement de plus d'un million de personnes. Alors qu'une reprise commençait à se profiler, avec une projection de croissance de 3,5 % en 2025, le produit intérieur brut devrait désormais se contracter fortement en 2026 si le conflit régional continue de peser sur la confiance et l'activité économique.

Dans le même temps, la marge de manœuvre budgétaire et les réserves de change demeurent limitées au regard de l'ampleur des besoins humanitaires, de reconstruction et de redressement. Par conséquent, le gouvernement a redéfini les

priorités de dépenses pour satisfaire les besoins humanitaires les plus urgents – notamment la sécurité alimentaire, les soins de santé, l’hébergement et les services publics essentiels – tout en poursuivant des réformes essentielles visant à renforcer la gouvernance, la gestion des finances publiques, l’efficacité institutionnelle, la transformation numérique et la transparence.

Depuis la formation du gouvernement au début de l’année 2025, des mesures importantes ont été prises pour renforcer les capacités institutionnelles, soutenir les réformes législatives, maintenir un portefeuille actif de projets de développement dans des secteurs critiques et faire avancer des réformes structurelles attendues de longue date. En particulier, le gouvernement poursuit la restructuration du secteur bancaire et progresse sur la question de la répartition des pertes, tout en s’efforçant de rétablir la confiance envers le système financier. Le redressement du secteur financier demeure essentiel pour protéger les dépôts, relancer l’intermédiation financière, attirer les investissements et soutenir une croissance et une création d’emplois tirées par le secteur privé.

Parallèlement, le gouvernement privilégie les efforts visant à attirer les investissements, à mobiliser le secteur privé au moyen de partenariats public-privé et à associer la diaspora libanaise à une stratégie plus large destinée à rétablir le dynamisme économique et à créer les conditions d’une croissance durable et inclusive. Le Liban se prépare également à engager des discussions en vue d’un éventuel accord au niveau des services du FMI, afin d’asseoir un cadre de réforme crédible pour l’après-crise.

Au niveau régional, le Liban estime qu’un renforcement de l’intégration économique et de la connectivité peut devenir un moteur important du redressement et de la résilience. Nous poursuivons donc nos efforts pour consolider les liens économiques régionaux ainsi que la coopération en matière d’échanges commerciaux et d’investissement dans le cadre d’une vision plus large en faveur d’une croissance durable.

Dans ce contexte, le gouvernement libanais est très reconnaissant du soutien ferme et constant que la BERD apporte au Liban et à son secteur privé. Nous nous félicitons de l’intensification du soutien que la Banque apporte à notre pays et à la Méditerranée orientale dans le cadre du mécanisme de réponse aux conflits au Moyen-Orient, destiné à traiter les conséquences du conflit en cours et à accélérer les investissements essentiels dans la région.

Nous jugeons particulièrement encourageante la récente reprise des opérations d'investissement ciblées de la BERD en faveur du secteur privé libanais, avec notamment l'octroi du premier prêt à une entreprise libanaise depuis 2019. Cela constitue un signe de confiance important à un moment où le rétablissement de la confiance des investisseurs et le soutien à la résilience du secteur privé sont plus nécessaires que jamais.

Le gouvernement se félicite également de l'étroite collaboration entre la BERD, les institutions libanaises et le secteur privé afin de faire face aux conséquences immédiates de la crise tout en préparant les conditions du redressement et de la reconstruction. Un fort engagement de la part des donateurs reste indispensable pour permettre à la BERD d'accroître son soutien au Liban. À cet égard, nous remercions l'Union européenne d'avoir prorogé son programme de garanties, qui a permis de soutenir les récentes opérations de financement de la BERD dans notre pays, et appelons à la poursuite de l'appui bilatéral aux initiatives mises en œuvre par la Banque dans le cadre de sa réponse aux conséquences du conflit.

Notre message pour la communauté internationale est clair : le Liban ne pourra pas se relever seul. Un soutien international rapide, coordonné et souple demeure indispensable, non seulement pour répondre aux pressions humanitaires immédiates, mais aussi pour préserver la stabilité, permettre le redressement et éviter des séquelles économiques et sociales plus profondes.

Grâce à un partenariat durable et à une mobilisation internationale coordonnée, le Liban pourra passer d'une logique de gestion de crise à une trajectoire crédible de reprise, de réforme et de croissance inclusive qui permettra de redonner des perspectives et de la dignité à sa population.